

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

LOCAM

SAS à capital de 11 520 000 Euros
Siège social : 29, rue Léon-Blum, 42000 Saint-Etienne

A.— Comptes annuels au 31 décembre 2023.

I — Bilan au 31 décembre 2023.
(En milliers d'Euros.).

Actif	31/12/2023	31/12/2022
Caisse, banques centrales, CCP		
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	21 703	28 895
Opérations avec la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat	154 249	146 467
Location simple	881 356	788 777
Immobilisations incorporelles	8 891	8 122
Immobilisations corporelles	1 048	1 387
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Comptes de négociation et de règlement		
Autres actifs	12 260	13 576
Comptes de régularisation	7 581	6 503
Total de l'actif	1 087 088	993 727

Passif	31/12/2023	31/12/2022
Banques centrales, C.C.P		
Dettes envers les établissements de crédit	820 298	716 172
Opérations avec la clientèle	16 086	17 817
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	36 835	38 005
Comptes de régularisation	80 584	75 992
Comptes de négociation et de règlement		
Provisions	11 206	10 398
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	4 000	7 200
Capitaux propres (hors FRBG)	118 079	128 143
Capital souscrit	11 520	11 520
Primes d'émissions	1	1
Réserves	3 837	3 837
Ecart de réévaluation		
Provisions réglementées et subventions d'investissement		
Report à nouveau	88 529	90 002
Résultat de l'exercice	14 192	22 783
Total du passif	1 087 088	993 727

Hors-bilan	31/12/2023	31/12/2022
Engagements donnés :		
Engagements de financement		
Engagements de garantie	60	80
Engagements sur titres		
Engagements reçus :		
Engagements de financement	45 000	45 000
Engagements de garantie	2 777	4 485
Engagements sur titres		

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2023.
(En milliers d'Euros.).

	31/12/2023	31/12/2022
+ Intérêts et produits assimilés	1	1
- Intérêts et charges assimilées	17 410	6 966
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	95 064	87 709
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	83 705	75 614
+ Produits sur opérations de location simple	506 158	464 680
- Charges sur opérations de location simple	447 305	401 290
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits)		
- Commissions (charges)		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	10 442	9 251
- Autres charges d'exploitation bancaire	216	198
Produit net bancaire	63 029	77 573
- Charges générales d'exploitation	46 763	45 528
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	846	856
Résultat brut d'exploitation	15 420	31 189
+/- Coût du risque		
Résultat d'exploitation	15 420	31 189
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	10	0
Résultat courant avant impôt	15 430	31 189
+/- Résultat exceptionnel		
- Impôt sur les bénéfices	4 438	8 406
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	3 200	
Résultat net	14 192	22 783

III. — Cadre juridique et financier.

La société LOCAM SAS est une société par actions simplifiée agréée en qualité de société de financement, et est soumise aux dispositions de la loi bancaire du 24 Janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

LOCAM est détenue à 99.99 % par COFAM, elle-même détenue à 99.99 % par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Loire Haute-Loire. LOCAM est donc intégrée dans le périmètre de consolidation de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Loire Haute-Loire.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 25 janvier 2024 et soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 mars 2024.

IV. — Faits marquants de l'exercice et événements post clôture.

1. Faits marquants. — Aucun fait marquant n'est à signaler au cours de l'exercice.

2. Evénements postérieurs à la date d'arrêt des comptes. — Par citation du 23 avril 2019, la société LOCAM, son président et son directeur général ont été renvoyés devant le Tribunal correctionnel de SAINT-ETIENNE des chefs de pratiques commerciales trompeuses et de violation des dispositions du Code de la consommation relatives aux contrats conclus hors établissement.

Il est reproché à la société LOCAM de ne pas avoir fait application de la loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation et plus particulièrement du régime des contrats conclus hors établissement. Or, sont entre autres exclus du champ d'application du régime des contrats conclus hors établissement les contrats portant sur des services financiers.

Par jugement du 28 juillet 2020, le Tribunal correctionnel de SAINT-ETIENNE a relaxé la société LOCAM ainsi que ses dirigeants et a débouté en conséquence les parties civiles de leurs demandes indemnitaires.

Le Parquet a interjeté appel de ce jugement ainsi que plusieurs parties civiles.

Par arrêt rendu en date du 14 février 2024, la 7ème chambre correctionnelle de la Cour d'appel de LYON a prononcé la relaxe des dirigeants et la condamnation de la société LOCAM au paiement d'une amende de 1 200 000€ ainsi qu'à la publication de l'arrêt dans deux quotidiens et une revue hebdomadaire.

La société LOCAM maintient sa position, confortée par l'analyse d'avocats, de professeurs éminents et de l'ASF, selon laquelle les dispositions du Code de la consommation en vertu desquelles elle a été condamnée ne s'appliquent pas à son activité de location financière.

C'est pourquoi elle a décidé de se pourvoir en cassation.

V. — Principes comptables et méthodes d'évaluation.

1. Rappel des principes. — Les comptes annuels de la société LOCAM SAS, arrêtés le 31 décembre 2023, sont établis et présentés conformément au règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables actualisé de ses avenants.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base ;

- Continuité de l'exploitation ¹ ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;
- Conformité aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2. Méthode d'évaluation et de présentation des comptes annuels. — La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

a) Crédit-bail et location avec option d'achat / location simple :

Les postes « Crédit-bail et location avec option d'achat » et « Location simple » recensent les immobilisations acquises par LOCAM en vue d'être louées.

La valeur brute des matériels comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du matériel ainsi que les frais accessoires ;

Les coûts marginaux liés sont étalés sur la durée effective du contrat de crédit-bail, conformément à l'article 2131-5 du règlement ANC 2014-07. Les amortissements pour dépréciation du matériel locatif sont calculés suivant le mode linéaire sur une durée de 4 ans. Une provision pour dépréciation des immobilisations corporelles, concernant les dossiers douteux, est constituée pour ramener la valeur nette comptable à la valeur probable de réalisation.

La différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable contribue à la constitution de la réserve latente.

Qualification de l'en cours :

Conformément au règlement ANC 2014-07, les informations relatives au risque de crédit sont les suivantes :

Les encours sont répartis comme suit :

- Encours sain : capital restant dû sur les dossiers dont le nombre d'échéances impayées est inférieur ou égal à trois ;
- Encours douteux : capital restant dû sur les dossiers dont le nombre d'échéances impayées est supérieur à trois.

Les créances impayées et douteuses se répartissent entre :

- Créances impayées : créances dont le nombre d'échéances impayées est inférieur ou égal à trois ;
- Créances douteuses : créances dont le nombre d'échéances impayées est supérieur à trois
- Créances douteuses compromises : créances comprises dans la base précédente dont la première échéance impayée est supérieure à douze mois et créances impayées restantes sur des dossiers cédés ;
- Créances restructurées : créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales du contrat, afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances ; au 31/12/2023, LOCAM ne possède pas de créances restructurées.

Il est à noter que les échéances impayées autres que mensuelles se gèrent en nombre de mois.

¹ La continuité de l'exploitation est assurée, compte tenu de l'appartenance au groupe COFAM dont la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Loire Haute Loire est l'actionnaire de référence ;

Les méthodes de réduction des risques sont les suivantes :

- le risque d'exposition à la défaillance des clients est diminué par la faible valeur moyenne des dossiers sur la production de 2023 ;
- les montants des retenues de garanties destinés à alimenter les fonds de garanties partenaires peuvent être affectés en diminution de créances clients ;
- un contrat d'assurance couvrant le risque de défaillance des clients, elle-même consécutive à celle des partenaires, est signé avec une compagnie d'assurance ;
- pour la couverture de risque de certains dossiers spécifiques, il est fait appel à des partenaires financiers externes ;
- des engagements de reprise des immobilisations louées ont été signés avec certains partenaires ;
- la solvabilité des clients est évaluée par des consultations de bases de données externes et une analyse interne ;
- les partenaires sont sélectionnés selon une procédure d'agrément ;
- des limites d'encours par partenaire et par client ont été définies.

Méthode de provisionnement :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Il est cependant à signaler que consécutivement aux recommandations de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, les soldes créditeurs sur les clients impayés sont reclassés au passif du bilan et non en déduction de la base des impayés.

De plus, à titre d'information, le montant des retenues de garanties destiné à alimenter les fonds de garanties partenaires susceptibles d'être affectés en diminution de créances clients s'élève à 14 210 milliers d'Euros.

Les méthodes de provisionnement sont les suivantes :

- les dossiers sont provisionnés à partir de la première échéance impayée ;
- pour les administrations ou collectivités publiques, une provision est constituée à partir du 9^{ème} mois d'impayé.

La valeur nette comptable des immobilisations louées à des contreparties classées en dossiers douteux, est provisionnée pour ramener cette dernière à la valeur probable de réalisation.

b) Immobilisations incorporelles et corporelles :

Le poste Immobilisations incorporelles correspond aux logiciels amortis suivant le mode linéaire sur une période comprise entre 36 et 60 mois.

Conformément au règlement ANC 2014-03, LOCAM applique la méthode de comptabilisation par composants pour ses immobilisations, en corrigeant éventuellement les bases amortissables selon les valeurs résiduelles.

Le poste Immobilisations corporelles intègre les règles suivantes :

- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition) ;
- Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de leur durée estimée d'utilisation :

Catégories	Durée d'amortissement
Agencements divers	Linéaire de 4 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire 3 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire de 3 à 5 ans ou dégressif sur 3 ans
Mobilier	Linéaire de 4 à 10 ans

c) Titres de participation :

La société LOCAM ne détient pas de titres de participation.

d) Provisions :

Le montant des provisions au passif comprend :

- les litiges prudhommaux ;
- les litiges partenaires ;
- le risque résiduel ;
- les risques clients non provisionnés à l'actif ;
- un litige fournisseur

Provision pour risques résiduels partenaires :

A compter de l'exercice 2014, et afin de couvrir au mieux les risques inhérents aux partenaires, une provision pour risques résiduels a été comptabilisée.

Elle est basée sur une perspective de défaut à un an et sur les hypothèses suivantes :

- La probabilité de défaut par partenaire évaluée selon la cotation Ellisphère ;
- L'exposition au moment du défaut, égal à l'encours sain diminué du CRD douteux et des garanties financières éventuelles ;
- Le taux de perte en cas de défaut est fonction d'éléments tels que l'évaluation du risque de défaillance du partenaire compte-tenu de son secteur d'activité, la capacité de report de parc et la sécurisation de l'encours.
- Les taux de provision sont revus annuellement en fonction des niveaux de risque sectoriel (très faible, faible et fort). Au 31/12/2023, le montant de la provision a été porté à 1 827 milliers d'Euros.

Provision pour risques clients :

A compter de l'exercice 2015, et afin de couvrir les risques liés aux assignations à l'initiative des clients, une provision pour risque contentieux a été comptabilisée. Au 31/12/2023, cette provision a été évaluée à 1 385 milliers d'Euros.

Une provision supplémentaire de 4 540 milliers d'Euros a également été constituée suite à la prononciation de liquidations judiciaires de certains clients.

e) Engagements en matière de retraite :

La gestion des engagements en matière d'indemnités de fin de carrière est confiée à la société Prédica.

Ces engagements sont évalués en fonction d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, pour chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs ont été établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel et d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction.

Les hypothèses retenues au 31/12/2023 sont les suivantes :

- Convention collective applicable : CCN du personnel des sociétés financières ;
- Mode de départ : départ volontaire ;
- Taux de charges sociales : 45 %
- Age de départ en retraite : 62 ans ;
- Le taux d'actualisation retenu au 31/12/2023 correspond à la durée moyenne résiduelle de 17,05 ans selon le référentiel de taux suivant : iBoxx 10+ au 31/05/2023 soit 3.63 % ;
- Table de mortalité : TF 2000-2002
- Hypothèses de turnover :

Age	% De turnover
De 18 à 24 ans	10.00 %
De 28 à 29 ans	10.00 %
De 30 à 34 ans	8.00 %
De 35 à 39 ans	8.00 %
De 40 à 50 ans	6.00 %
De 51 à 60 ans	4.00 %
De 61 à 65 ans	0.00 %

Variation dette actuarielle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Dette actuarielle au 31/12/N-1	286	351
Coût des services rendus sur l'exercice	23	31
Coût financier	11	3
Modifications, réductions et liquidations de régime	-37	
Prestations versées (obligatoire)	0	0
(Gains) / pertes actuariels	-7	-99
Autres mouvements	0	0
Dette actuarielle au 31/12/n	276	286

Au 31 décembre 2023, le fonds géré par PREDICA couvre en totalité la dette actuarielle liée ; aucune provision supplémentaire n'a été dotée.

f) Conversion des opérations en devises :

La société LOCAM n'est pas concernée par cette rubrique.

g) Instruments financiers :

Il n'y a pas d'engagement sur instruments financiers à la clôture de l'exercice.

h) Impôt sur les bénéfices :

La société LOCAM a signé avec Crédit Agricole SA, dont le siège social est situé 12 place des Etats Unis à Montrouge Cedex (92127), une convention d'intégration fiscale applicable à compter du 1^{er} janvier 2020.

Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt, dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

VI. — Informations sur les postes de bilan.

Les montants sont indiqués en milliers d'Euros dans tous les tableaux ci-dessous

1. Informations sur les postes d'actif :**a) Caisse, banques centrales :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Durée résiduelle						31/12/2022
		< 1 mois	> 1 mois < 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 2 ans	> 2 ans < 5 ans	> 5 ans	
Disponibilité	0	0						0
Caisse, banques centrales	0	0						0

b) Créances sur les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Durée résiduelle						31/12/2022
		< 1 mois	> 1 mois < 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 2 ans	> 2 ans < 5 ans	> 5 ans	
Disponibilités	21 703	21 703						28 895
Créances/Ets crédit	21 703	21 703						28 895

c) Crédit-bail et location avec option d'achat / location simple :

Ces postes sont composés de la valeur nette comptable des immobilisations locatives pour un montant de 1 012 501 milliers d'Euros et des créances clients pour 23 104 milliers d'Euros soit un total de 1 035 605 milliers d'Euros.

Valeur nette comptable des immobilisations locatives :

Immobilisations locatives (En milliers d'Euros)	Solde	Acquisitions	Cessions	Solde
	01/01/2023	2023	2023	31/12/2023
Immobilisations locatives	1 921 595	605 740	425 042	2 102 293
Immobilisations locatives en cours	0	0	0	0
Amortissements	-984 481	-417 353	-341 900	-1 059 934
Provisions VNC	-21 175	-23 043	-14 360	-29 858
Immobilisations locatives	915 939	165 344	68 782	1 012 501

Dont répartition :

Immobilisations locatives (En milliers d'Euros)	Immobilis. Brutes	Amortis. Provision	Immobilis. Nettes	Immobilis. Nettes
	31/12/2023	2023	31/12/2023	31/12/2022
Crédit-bail et LOA	303 946	152 930	151 016	144 110
Location simple	1 798 347	936 862	861 485	771 829
Immobilisations locatives	2 102 293	1 089 792	1 012 501	915 939

Dont non-résidents :

Immobilisations locatives (En milliers d'Euros)	Immobilis. Nettes	Immobilis. Nettes
	2023	2022
Location simple	426	179
Immobilisations locatives	426	179

Créances clients :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Autres créances clients	3 404	3 628
Clients impayés	6 097	4 821
Clients litigieux bruts (1)	63 955	64 819
Dépréciations/ litigieux	-50 352	-53 964
Opérations / clientèle	23 104	19 304
<i>(1) Dont douteux compromis 42 975 milliers d'Euros.</i>		

Dont non-résidents :

	31/12/2023	31/12/2022
Clients impayés	4	3
Clients litigieux bruts	42	36
Dépréciations/ litigieux	-41	-34
Opérations / clientèle	5	5

Variations des provisions	Provision	Dotations	Reprise	Provision
	01/01/2023	2023	2023	31/12/2023
Dépréciations / litigieux (1)	53 964	24 324	27 936	50 352
(1) Dont douteux compromis 34 935 milliers d'Euros.				

En cours financier :

Le montant de l'encours financier sain au 31 décembre 2023 s'élève à 1 128 484 milliers d'Euros contre 1 026 158 milliers d'Euros au 31 décembre 2022.

Le montant de l'encours financier douteux s'élève quant à lui à 46 371 milliers d'Euros au 31 décembre 2023 contre 32 548 milliers d'Euros au 31 décembre 2022.

Il n'y a pas d'encours restructuré.

L'encours global se répartit de la façon suivante :

- Sociétés et assimilés : 89,47 % ;
- Professionnels : 8,31 % ;
- Administrations publiques : 1,70 % ;
- Particuliers : 0,52 %.

La répartition des échéances de l'encours sain est la suivante :

- A moins de trois mois : 9 %
- De trois mois à moins d'un an : 26 %
- A un an et plus : 65 %

La valeur nette comptable des immobilisations louées à des contreparties classées en dossiers douteux s'élève à 39 740 milliers d'Euros.

La ventilation géographique des encours se situe à 99.95 % sur le territoire national et à 0.05 % en zone Europe.

Au 31 décembre 2023, l'écart brut entre le capital restant dû sur les dossiers sains et la valeur nette comptable des biens loués correspondant s'élève à 115 983 milliers d'Euros soit, net de fiscalité, à 86 024 milliers d'Euros, montant retraité dans les comptes consolidés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Loire Haute-Loire.

L'augmentation Brute de la réserve latente est de 5 759 K€, soit nette de fiscalité s'élève donc à + 4 271 milliers d'Euros sur l'exercice 2023.

Pour information, les montants des levées d'option pour les crédit-preneurs sont intégrés en totalité dans le capital restant dû. La valeur nette comptable des coûts marginaux est également intégrée à la valeur nette comptable du matériel locatif pour un montant de 6 727 milliers d'Euros.

d) Immobilisations corporelles et incorporelles détenues en nom propre :

Valeur brute (En milliers d'Euros)	Solde	Acquisitions	Cessions ou virement de poste à poste	Solde
	01/01/2023	2023	2023	31/12/2023
Immobilisations incorporelles en cours	7 704	994		8 698
Autres postes immobilisations incorporelles	2 532			2 532
Immobilisations incorporelles	10 236	994	0	11 230
Immobilisations incorporelles en cours	11		11	0
Installations générales, agenc, aménagt	662	132		794
Matériel de transport	154		154	0
Matériel de bureau et mobilier	3 009	216		3 225
Immobilisations corporelles	3 836	348	165	4 019
Valeur brute	14 072	1 342	165	15 249

Amortissements pratiqués (En milliers d'Euros)	Solde	Dotation	Reprise	Solde
	01/01/2023	2023	2023	31/12/2023
Autres postes immobil incorporelles	2 114	225		2 339
Installations générales, agenc, aménagt	524	69		593
Matériel de transport	47	51	98	0
Matériel de bureau et mobilier	1 878	500		2 378
Immobilisations corporelles	2 449	620	98	2 971
Amortissements	4 563	845	98	5 310

Immobilisations nettes (En milliers d'Euros)	Immobilis. Nettes	Immobilis. Nettes
	2023	2022
Autres postes immobil incorporelles	8 891	8 122
Immobilisations corporelles en cours		11
Installations générales, agenc, aménagt	201	138
Matériel de transport	0	107
Matériel de bureau et mobilier	847	1 131
Immobilisations corporelles	1 048	1 387
Immobilisations nettes	9 939	9 509

e) Autres actifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Dépôts et cautionnement	282	239
Personnel et comptes rattachés	8	2
Etat et autres collectivités	6 764	8 830
Groupe et associés	3 983	3 542
Débiteurs divers	1 223	963
Autres actifs	12 260	13 576

f) Comptes de régularisation :

Actif (En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Produits à recevoir	7 321	6 323
Charges payées d'avance	260	180
Comptes de régularisation	7 581	6 503

En 2023, les produits à recevoir comprennent :

- Des loyers pour 640 milliers d'Euros ;
- Une participation assurance pour 6 586 milliers d'Euros ;
- Divers produits d'exploitations pour 95 milliers d'Euros.

2. Informations sur les postes de passif :

a) Dettes envers les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Durée résiduelle						31/12/2022
		< 1 mois	> 1 mois < 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 2 ans	> 2 ans < 5 ans	> 5 ans	
Emprunts et concours bancaires	811 282	34 649	46 776	135 278	172 249	422 330		703 508
Dettes rattachées	9 016	398	3 732	4 886				12 664
Dettes/Etablissements de crédit	820 298	35 047	50 508	140 164	172 249	422 330	0	716 172

b) Opérations avec la clientèle :

Ce poste correspond aux dépôts de garantie et avances sur impayés.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Opérations avec la clientèle	16 086	17 817
Total	16 086	17 817

c) Autres passifs :

Autres passifs (En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Personnel et comptes rattachés	3 541	4 578
Sécurité sociale, autres orga. Sociaux	3 152	3 188
Etats et autres collectivités	8 921	6 757
Participation	3 773	3 816
Dettes immobilisations et cptes rattachés	14 210	17 006
Groupe et associés	4	4
Autres dettes	3 234	2 656
Autres passifs	36 835	38 005

d) Comptes de régularisation :

Passif (En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Charges à payer	34 867	34 613
Produits constatés d'avance (1)	45 717	41 379
Comptes de régularisation	80 584	75 992
<i>(1) Les produits constatés d'avance comprennent des loyers et des frais de dossiers.</i>		

e) Provisions :

(En milliers d'Euros)	Solde	Dotation	Reprise	Solde
	01/01/2023	2023	2023	31/12/2023
Litiges prud'homaux	116	167	21	262
Risques partenaires	3 777	0	585	3 192
Risques résiduels partenaires	1 641	186	0	1 827
Risques clients	4 864	1 347	286	5 925
Litige fournisseurs	0	0	0	0
Provisions	10 398	1 700	892	11 206

f) Fonds pour risques bancaires généraux :

Conformément aux dispositions prévues par le règlement CRBF 90-02 du 23 février 1990 relatif aux fonds propres, ces fonds sont constitués par LOCAM, à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

(En milliers d'Euros)	Solde	Dotation	Reprise	Solde
	01/01/2023	2023	2023	31/12/2023
FRBG	7 200	0	3 200	4 000
Provisions	7 200	0	3 200	4 000

g) Capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	Ouverture	Affectation résultat	Résultat	Clôture
	01/01/2023	N-1	N	31/12/2023
Capital souscrit (1)	11 520			11 520
Prime d'apport	1			1
Réserve légale	1 152			1 152
Réserve facultative	2 684			2 684
Report à nouveau	90 003	-1 474		88 529
Résultat	22 783	-22 783	14 192	14 192
Dividendes		24 257		
Capitaux propres	128 143	0	14 192	118 078
<i>(1) Le capital se décompose en 720 000 actions de 16 €.</i>				

VII. — Informations sur le hors bilan.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Engagements donnés :		
Engagements de financement		
Engagements de garantie	60	80
Engagements sur titres		
Engagements reçus :		
Engagements de financement (1)	45 000	45 000
Engagements de garantie (2)	2 777	4 485
Engagements sur titres		
(1) Accord de refinancement Crédit Agricole Mutuel Loire Haute-Loire. (2) BPI France Finance et Crédit Agricole Mutuel Loire Haute Loire.		

VIII. — Informations sur le compte de résultat.

1. Produits et charges d'intérêts :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Intérêts et produits assimilés	1	1
Intérêts et charges assimilées	17 410	6 966

2. Produits et charges sur opérations de crédit-bail et assimilés / location simple :

(En milliers d'Euros)	Loa-crédit-bail	Location simple	Loa-crédit-bail	Location simple
	2023	2023	2022	2022
Produits :				
Loyers	88 105	462 714	78 438	415 562
Plus-values de cession				
Dotation/Reprise provisions	-2 791	5 928	-677	-169
Créances passées en perte	-2 157	-23 988	-1 979	-11 614
Autres produits	11 907	61 504	11 927	60 901
Total	95 064	506 158	87 709	464 680
Charges :				
Dotations aux amortissements	64 109	349 952	56 978	312 129
Dotation/Reprise provisions pour dépréciation	1 114	7 568	1 661	4 885
Moins-values de cession	5 919	24 387	4 745	20 700
Autres charges	12 563	65 398	12 230	63 576
Total	83 705	447 305	75 614	401 290

3. Produits et charges d'exploitation bancaire :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Produits :		
Facturations annexes	3 954	3 289
Produits d'assurance	6 488	5 962
Autres produits	10 442	9 251

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Charges :		
Commissions caution Crédit Agricole Mutuel Loire Haute Loire	7	8
Commissions caution BPI	11	33
Commissions sur accord de refinancement	198	157
Autres charges :	216	198

4. Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Frais de personnel	20 459	21 364
Autres charges	26 304	24 164
Charges générales d'exploitation	46 763	45 528

5. Coût du risque. — Les différentes provisions et pertes sont comprises dans les produits et charges d'exploitation bancaire.

6. Gains ou pertes sur actifs immobilisés. — Le montant des plus-values sur cessions d'immobilisations est de 10 milliers d'Euros au 31/12/2023.

7. Impôt sur les sociétés :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Impôt	4 450	8 421
Crédit impôt mécénat	-12	-15
Impôt sur Bénéfice	4 438	8 406

Accroissements	Montant	
Provisions réglementées		
Autres		
Total	0	
Accroissement dettes futures d'impôt		0

Allégements	Montant	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation :		
C3S 2023	934	
Participation construction 2023	55	
Participation des salariés 2023	627	
Autres	15 054	
Total	16 670	
Allégements dettes futures d'impôt		4 306

Ventilation Impôt sur les Bénéfices :

	Base d'imposition	Impôt sur les sociétés	Montant net
Résultat courant	15 430	4 450	10 980
FRBG	3 200	0	3 200
Crédit d'impôt		-12	12
Total	18 630	4 438	14 192

IX. — Autres informations.**1. Effectif moyen :**

Mois	Technicien		Technicien confirmé/supérieur		Cadre		Mise à dispo		Total CDI + Mise à dispo		Intérim		Cdd		Total intérim + cdd		Total consolidé	
	Nombre	ETP	Nombre	ETP	Nombre	ETP	Nombre	ETP	Nombre	ETP	Nombre	ETP	Nombre	ETP	Nombre	ETP	Nombre	ETP
Effectif moyen de la période	68.50	64.69	104.08	98.50	128.58	127.87	5.50	5.50	306.67	296.57	18.50	18.50	0.00	0.00	18.50	18.50	325.17	315.07

2. Organes de direction, d'administration :

Le président s'est vu alloué une rémunération sur 2023 au titre de ses fonctions de Président. Cette information ne sera pas communiquée car cela reviendrait à donner directement une rémunération individuelle.

Il n'a pas été attribué de jetons de présence aux membres du Conseil d'Administration, au cours de l'exercice 2023.

3. Identité de la société mère consolidante :

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Loire Haute-Loire
94, rue Bergson
BP 524
42007 Saint Etienne Cedex 1

B. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2023.)

A l'Assemblée générale,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LOCAM, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

II. Fondement de l'opinion**— Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 822-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

— Risque de crédit

Le point V.2 de l'annexe intitulé « méthode d'évaluation et de présentation des comptes », sous-partie a) « Crédit-bail et location avec option d'achat / location simple » précise les risques de crédit auxquels la société est exposée et leur couverture par des dépréciations.

Les opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat / location simple, figurant au bilan au 31 décembre 2023 pour un montant de 1 035 605 K€, représentent 95.26% du total bilan et sont constituées pour l'essentiel de la valeur nette comptable des immobilisations acquises en vue d'être louées, des retenues de garanties partenaires et des créances impayées ou douteuses.

Nous avons procédé à l'appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre société pour déterminer le montant des dépréciations, nous nous sommes assurés de leur correcte application et avons vérifié le caractère approprié des informations fournies en annexe.

— Provisions pour risques et charges

La société constitue des provisions pour couvrir les risques relatifs aux litiges et les risques résiduels clients non provisionnés à l'actif, tels que décrit dans le point V.2 de l'annexe intitulé « Méthode d'évaluation et de présentation des comptes annuels » sous-partie d) « Provisions » pour un montant de 11 206 K€ au 31 décembre 2023.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquels se fondent ces estimations, à revoir par sondages les calculs effectués par la société, et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

IV. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Associés.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du code de commerce, pris en application de l'article L.441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VI. Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

— Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Lyon et Saint-Etienne, le 18 mars 2024

Les Commissaires aux Comptes :

IMPLID AUDIT
Anne-Béatrice MONTOYA-TRUCHI
Associée

ECOMEX
Pierre BERNARD
Associé

C. — Rapport des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

Assemblée générale de l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

A l'Assemblée générale,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 227-10 du code de commerce.

Lyon et Saint-Etienne, le 18 mars 2024

Les Commissaires aux Comptes :

IMPLID AUDIT
Anne-Béatrice MONTOYA-TRUCHI
Associée

ECOMEX
Pierre BERNARD
Associé

D. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande auprès de la société.